

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1284 - 3 mars 1988 - 3 F

D 1284 COLOMBIE: CONFESSION D'UN AGENT SPÉCIAL

L'image de marque démocratique de la Colombie, que ce soit dans la recherche d'un "dialogue national" ou dans la participation au Groupe de Contadora, est en train de s'effriter dangereusement. L'assassinat est devenu une technique courante en matière de répression politique (cf. DIAL D 1255), mais aussi dans le banditisme de haut niveau. Le 25 janvier 1988 l'enlèvement puis l'assassinat du procureur général de la République, Carlos Mauro Hoyos, par les trafiquants de drogue a été ressenti comme un défi lancé aux autorités de la nation.

Le document ci-dessous, tiré de la publication *Crómos* du 22 septembre 1987, relate l'itinéraire d'un jeune engagé volontaire dans l'armée devenu ensuite agent de renseignement dans la lutte anti-subversive, mais qui refuse de franchir le pas de tueur à gages: Alvaro Garcés, maire de Sabana de Torres dans le département de Santander, ne sera pas abattu par Gonzalo Ortega. Il le sera par un autre tueur le 16 août 1987.

Note DIAL

Quand, en début août dernier, Gonzalo Ortega a reçu l'ordre d'une nouvelle mission d'enquête routinière dans la sanglante "zone rouge" du sud de Santander, il était loin d'imaginer que sa vie allait changer et qu'il allait se retrouver entre deux feux: celui de la guérilla et celui de l'armée.

Conformément à sa déposition devant le parquet, Ortega s'est engagé à 19 ans dans l'armée, au bataillon García Rovira, où il a fait son service militaire en 1982 et 1983.

Revenu dans le civil, Ortega a rendu quelques services sporadiques au Bureau de renseignement de l'armée, et cela jusqu'en août 1986 date à laquelle il a transmis des informations au B2 (1) de la 5e brigade à Bucaramanga. C'est à partir de ce moment-là qu'il est entré en lien permanent avec les milieux du renseignement militaire, en particulier le capitaine Luís Orlando Ardila, chef de la 2e section de renseignement du bataillon Ricaurte. Avec Ortega, pour les missions spéciales, travaillent d'autres civils, "généralement des réservistes car nous avons l'esprit militaire mais nous ne sommes pas d'active. De sorte que, quand il se passe quelque chose, on ne peut rien prouver contre les militaires d'active". Pour son travail Ortega recevait des mains du capitaine Ardila, par semaine, environ 10.000 pesos en espèces.

Tout a été "normal" jusqu'en août dernier, quand il a reçu du capitaine Ardila l'ordre de se rendre "en commission" à Sabana de Torres pour "filer" et enquêter à fond sur "ce fils de p. de maire (de Sabana de Torres) qui a eu des réunions avec des gens des FARC (2). Enquêter aussi sur Alvaro López, conseiller municipal de Lebrija, sur Bruno Vásquez et Ernesto Acevedo" (membres de l'UP)(3) à Lebrija.

[1] Bureau de renseignement de l'armée (NdT). [2] Forces armées révolutionnaires de Colombie, guérilla du Parti communiste colombien (NdT). [3] Union patriotique, mouvement politique officiel de l'opposition lancé en mars 1985 après les accords de paix gouvernement-guérilla (NdT).

Les révélations

Question - En quoi consistait le travail?

Ce qui m'intéressait le plus c'était la routine. Ce qu'il faisait. Ce qu'il ne faisait pas. Connaître les choses à fond, car en cinq minutes il peut se passer beaucoup de choses.

Q. - Les informations que vous deviez donner portaient sur les réunions du maire de Sabana de Torres avec les FARC?

Pour moi ça (les réunions avec les FARC) n'est pas évident. Peut-être que le capitaine en avait parlé pour que je m'intéresse au cas. C'est-à-dire que je me rende compte qu'il s'agissait de quelqu'un de dangereux. Mais on n'a rien pu prouver.

Q. - Votre travail concret consistait à suivre la piste du maire?

Oui. Pour le tuer. C'était ça la mission, et sans qu'on se brûle comme disait le capitaine. Il fallait bien faire les choses et que personne ne s'aperçoive que c'était l'armée. J'ai découvert que cette personne (le maire) s'était affirmée comme le font ceux qui viennent d'en bas: par ses actes, sans avoir besoin d'acheter les voix ou d'offrir dix ou quinze veaux pendant la campagne électorale... C'est le peuple qui s'était chargé de le mettre en avant.

Q. - Pendant combien de temps l'avez-vous surveillé?

Près d'une quinzaine de jours. J'ai appris beaucoup de choses sur lui. Il y a des gens qui prennent le pain de leur bouche pour le donner aux autres. C'était son cas. Il était trop bon. Il n'était pas comme ils disaient: une des têtes des FARC déguisée en homme politique. Je ne le connaissais pas. J'allais savoir s'il était de l'Union patriotique; et dans l'armée, si quelqu'un a un ami dans l'Union patriotique il est traité d'infiltré.

Je suis revenu le vendredi avant (l'assassinat) à Bucaramanga et j'ai dit au capitaine: "Je ne pense pas qu'il faut aller jusqu'au bout". Il m'a demandé: "Pourquoi?" J'ai dit: "Parce que cet homme c'est pas ce qu'on dit. Ma mission c'est de rapporter des renseignements: lui, je ne pense pas qu'il soit des FARC". A ce moment-là le capitaine s'est méfié de moi. C'est ce que j'ai constaté. Je n'ai pas cherché à regagner sa confiance, au contraire j'ai pensé dénoncer tout ça.

J'ai été voir Jaime Castrillón, le chef de l'Union patriotique à Bucaramanga. Je lui ai raconté ce que je savais sur le maire, sur Alvaro López, sur Ernesto Acevedo, sur Bruno Vásquez. Je lui ai dit: "Un tel s'occupe de cette opération". Au début il m'a regardé avec méfiance. Je leur ai dit: "Je fais ça et ça, et ils vont tuer le maire de Sabana". Ils ont réfléchi et ils m'ont demandé qui c'était.

Q. - Qui c'était?

Le capitaine Ardila. Je leur ai donné le téléphone du capitaine Ardila. Celui du S2 du Ricaurte.

Q. - Qui vous a dit que l'opération était montée?

Le capitaine. Il m'a demandé si je voulais y participer ou non, étant donné que j'avais rapporté les informations. Il m'a dit: "Tout est prêt. Vous allez recevoir votre argent. C'est de mon argent personnel que je vais vous donner". Mais c'était pas son argent.

Q. Qui payait?

Je crois que ça venait d'en haut. Il doit y avoir de gros bonnets.

Q. - Combien vous a offert le capitaine?

50.000 pesos. Mais ils donnaient 100.000 pour l'opération.

Q. - A chacun?

Non, à l'auteur de l'assassinat. A ceux qui aidaient c'était 50.000. C'est ce qu'ils m'ont dit. Je ne sais pas si c'était vrai qu'ils payaient tout ça. Peut-être que oui.

Q. - C'est le capitaine qui a donné une autorisation de port d'arme à celui qui a tiré?

C'est lui qui l'a donnée à cette personne qui était la plus intéressée de tous. Pour ce genre de mission on ne prend pas un sous-officier car, s'il tombe, ça fait beaucoup de problèmes.

Q. - Ce sont des gens de l'extérieur qui sont recrutés?

Surtout des réservistes, des gens en qui les militaires puissent avoir confiance.

Q. - Vous vous rappelez les noms de ceux qui ont participé à la mission?

Guzmán Rodríguez, Fabio, celui qui a été tué. Mais il avait un faux nom, celui de Raúl Bermúdez Alcántara.

Q. - Vous l'avez connu personnellement?

Très superficiellement. Je ne travaillais pas avec lui. Mais je le connaissais et je savais qu'il travaillait avec le capitaine Ardila.

Q. - Vous l'avez vu plusieurs fois à la brigade?

Non, au bataillon Ricaurte. Je l'ai vu très souvent entrer dans le bureau du capitaine Ardila.

Q. - Il travaillait au service de renseignement?

Oui, comme moi. Ils l'avaient affecté à cette mission.

Q. - D'autres personnes ont-elles participé à l'attentat?

Oui. Centeno Rodríguez, Asdrúbal. Mais je dois vous dire que je ne sais pas si c'étaient leurs vrais noms. Moi je ne m'appelais pas Gonzalo Ortega, mais Jonás. Ils m'avaient dit: "Vous dites: Jonás, et nous on sait de qui il s'agit". Si je tombais, ils pouvaient dire que je ne m'appelais pas comme ça. C'est pour ça qu'il n'y a jamais de prisonnier ni rien.

Q. - Vous avez dit au capitaine Ardila que vous ne participiez pas à l'opération?

Oui. Parce que cette mort ne se justifiait pas.

Q. - Et qu'a répondu le capitaine?

Il m'a dit: "ce n'est pas dans nos habitudes". J'ai répondu: "Non, mon capitaine, je ne veux pas avoir ça sur la conscience". Il m'a seulement dit: "On va aviser".

Ortega a ensuite été arrêté et publiquement menacé de mort par le capitaine Ardila Orjuela. Quelques jours plus tard, il a réussi à s'évader. Après plusieurs semaines de fuite, il s'est présenté devant le parquet général à Bogotá.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)